

OPÉRATION PARRAINAGE

# spécial 75<sup>e</sup> anniversaire faites découvrir

**La Terre**  
Les campagnes en mouvement

Pour célébrer avec vous son 75<sup>e</sup> anniversaire, **La Terre** vous propose dorénavant sa nouvelle formule. Parce que les campagnes se transforment, votre journal change. Vous avez maintenant en main la nouvelle présentation du journal et pouvez en découvrir les améliorations. Une meilleure qualité de papier, plus d'images et d'illustrations, avec une présentation agréable à lire. De nouvelles rubriques et chroniques vous permettent de mieux comprendre ce qui bouge dans nos territoires, dans la vie des campagnes, de ceux qui y vivent, y travaillent et y luttent. Avec la publication de dossiers de référence et d'articles exclusifs, votre hebdomadaire continue son décryptage de l'actualité pour mieux vous informer et vous apporter les arguments utiles dans vos actions pour mieux vivre à la campagne. Et aussi vous apporter les informations utiles pour votre vie quotidienne et vous distraire.



- **Plus lisible**  
des articles plus courts,  
un espace de lecture plus aéré
- **Plus incisif**  
des chroniques, des prises  
de position, des révélations  
plus nombreuses
- **Plus utile**  
vos rubriques habituelles  
seront enrichies,  
de nouvelles apparaissent

**DÉCOUVREZ ET FAITES DÉCOUVRIR CETTE NOUVELLE FORMULE DE** **La Terre**

offre parrainage spécial 75<sup>e</sup> anniversaire : 40 euros par filleul pour 6 mois de lecture

Je souhaite faire découvrir **La Terre** - Merci d'envoyer le journal pendant 6 mois à :

1 <sup>er</sup> filleul	2 <sup>e</sup> filleul	Mes coordonnées
Nom .....	Nom .....	Nom .....
Prénom .....	Prénom .....	Prénom .....
Profession .....	Profession .....	Profession .....
Adresse .....	Adresse .....	Adresse .....
Code postal <input type="text"/>	Code postal <input type="text"/>	Code postal <input type="text"/>
Commune .....	Commune .....	Commune .....
Tél. ....	Tél. ....	Tél. ....
Courriel .....	Courriel .....	Courriel .....

Découpez ou recopiez le bulletin et joindre le règlement par chèque à l'ordre de : SNJH-La Terre, 5, rue Pleyel, Immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

Par Patrick Le Hyaric

# Moralisation oui, le changement c'est mieux

**D**epuis le déclenchement de ce qui est communément baptisé désormais « l'affaire Cahuzac », s'entrechoquent deux aspects d'une même réalité. Ceux-ci font éclater toute la violence et aussi l'indécence des causes de la crise et des souffrances des familles populaires. D'un côté l'immense majorité qui a de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. De l'autre, la découverte d'immenses fortunes parasites placées dans des paradis fiscaux. L'austérité pour les uns fait la richesse de ceux qui sont déjà immensément riches.

**D'UN CÔTÉ**, l'obligation imposée aux populations de se priver toujours plus, la pression sur les salaires et les retraites ainsi que sur les prix agricoles à la production, moins de solidarité avec la réduction des services publics, l'augmentation des prélèvements avec la hausse de TVA, des taxes sur les produits pétroliers, les hausses des produits de première nécessité, un nouveau recul de l'âge de la retraite. De l'autre, des entreprises de production ou de la distribution qui pillent le travail et placent les fruits de ce pillage dans des lieux où ils ne paient pas d'impôt. Le montant de l'évasion fiscale pour notre pays est de 50 à 60 milliards d'euros par an. Les fortunes françaises accumulées dans les paradis fiscaux avoisinent les 600 milliards d'euros. Et après cela, les mêmes représentants de l'aristocratie financière imposent l'austérité à ceux qui ont le moins d'argent.

**MAIS À L'ÉCHELLE** de la planète, c'est près de 30 000 milliards, soit l'équivalent des deux tiers de la dette mondiale, qui sont placés dans les paradis fiscaux. Autrement dit, la dette est bel et bien le produit d'un système capitaliste toujours plus financiarisé où le but n'est pas du tout la vie humaine ou l'équilibre écologique, mais l'argent qui se reproduit et s'accumule dans des chambres noires au détriment du travail et de la planète. La dette elle-même, détenue par les banques et les fonds financiers, sert à partir des taux d'intérêt élevés à générer des profits pour le secteur bancaire et financier. Prenons un autre exemple : les chefs d'Etat et de gouvernement européens tentent actuellement de diminuer le budget

européen pour les sept années couvrant la période 2014-2020. Or, la Commission de Bruxelles avoue elle-même que l'évasion fiscale des grandes fortunes, grandes entreprises et banques de l'Union européenne dépasse les 1000 milliards d'euros. Soit de quoi doubler les budgets européens sur sept années. Là est la cause fondamentale de la crise : l'argent qui s'accumule à un pôle de la société et qui ronge tout,

pollue tout, détruit le potentiel agricole et industriel ainsi que les services publics. C'est là que la majorité parlementaire de gauche et le gouvernement doivent porter le fer. C'était le sens du discours de François Hollande candidat, au Bourget au mois de janvier 2012. Il n'en parle plus ! Pire ! Alors que des ministres et des députés socialistes aient mis, à juste titre, en doute l'efficacité de l'austérité et ont demandé d'en sortir, ils ont été sommés de se taire. Or, de toutes parts les doutes s'amplifient sur l'efficacité des politiques austéritaires. La France et l'Europe doivent s'en extraire rapidement.



**L'austérité  
pour les uns fait  
la richesse de  
ceux qui sont déjà  
immensément  
riches.**

**C'EST LA SEULE** question qui vaille. Dans aucun pays où on impose de violents choix d'austérité et de chômage, la dette et les déficits n'ont pas été réduits. Tout au contraire. Il ne suffira donc pas de quelques dispositions dites de « moralisation de la vie publique », aussi nécessaires puissent-elles être. Il est maintenant urgent de reprendre le pouvoir sur l'argent, par une nouvelle fiscalité, par une nouvelle répar-

partition des richesses, par une taxation des mouvements de capitaux, par l'assèchement des paradis fiscaux et le rapatriement de tout l'argent détourné. Ceci doit se faire en même temps qu'une action tenace et efficace pour transformer radicalement l'actuelle type de construction européenne, à commencer par la Banque centrale européenne. Cela appelle de construire un nouveau contrat politique avec un autre gouvernement pour renouer avec des ruptures de gauche, c'est-à-dire la justice et le progrès social et écologique. Nous sommes sans doute au point où la question du choix d'un nouveau système, d'une refondation profonde de la République pour la libérer de l'emprise de la dictature de l'argent-roi, pour pousser sa démocratisation jusqu'au bout est à l'ordre du jour. C'est le sens de la marche citoyenne unitaire du 5 mai prochain à Paris. Celle-ci doit être ouverte à toutes celles et ceux qui ont choisi le changement il y a un an et qui cherchent aujourd'hui les moyens de tenir tête aux puissances financiers et pour changer à gauche. ■

**NOTRE-DAME-DES-LANDES :  
UN PROJET D'AÉROPORT JUSTIFIÉ MAIS...**

Mise en place fin 2012 par le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, la commission du dialogue a rendu son rapport la semaine dernière au Ministre des transports, Frédéric Cuvelier. Le projet lui apparaît justifié mais elle préconise, entre autres, des aménagements structurels, notamment pour préserver les terres agricoles.

**VIOLENCES ET MARIAGE POUR TOUS**

Les opposants au mariage pour tous ont fait grimper d'un degré supplémentaire la violence en traquant à Nantes, la journaliste et militante Caroline Fourest, obligeant les forces de l'ordre à assurer la protection de la jeune femme et empêchant pendant quarante minutes le départ de son train.

**JOURNÉE DU PATRIMOINE**

Le patrimoine des 37 membres du gouvernement a été rendu public lundi 15 avril en fin d'après-midi. Au delà de la question de la « transparence », rien n'a encore été mis en œuvre pour le statut de l'élu.



PHOTO AFP

La détermination ne faiblit pas contre l'ANI.  
Le 1<sup>er</sup> mai est le prochain rendez-vous.

Mardi 9 avril, 120 000 personnes ont manifesté leur opposition à la transposition de l'Accord national interprofessionnel dans la loi. Les députés ont adopté en première lecture à l'assemblée un texte portant un coup de Jarnac terrible au code du travail.

# Le Medef en rêvait

**TRAHISON** FRANCK JAKUBEK

« **C**e dont le MEDEF rêvait, vous l'avez fait ! » André Chassaigne, président du groupe Front de gauche à l'Assemblée, n'a pas mâché ses mots pour interpellier le gouvernement. Les députés communistes, républicains et d'outre-mer, ont voté contre

**SEUL LES ÉLUS  
DU GROUPE FRONT  
DE GAUCHE À  
L'ASSEMBLÉE ONT  
VOTÉ CONTRE.**

le texte défendu bec et ongle par le parti socialiste. A part quelques défections dans leurs rangs, les députés PS ont voté massivement pour. Les élus UMP, UDI et Verts se sont quant à eux abstenus.

Le PS réussit néanmoins à faire passer par 250 voix ce que Nicolas Sarkozy durant son quinquennat n'avait pu imposer sous couvert de

« flexisécurité ». Une belle victoire pour le MEDEF qui avait fixé sa feuille de route au gouvernement en prévenant le premier Ministre dès le départ que l'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier devait ne subir aucune modification lors de sa transposition.

Il faut désormais admettre que la voix des patrons à plus de force dans l'oreille des socialistes que celle des salariés, qui composent pourtant encore une grande part

de leur électorat.

Le repli austéritaire prend une autre forme après une trahison comme celle-ci. La CGT prépare un rendez-vous du 1<sup>er</sup> mai qui sera « un nouveau temps fort » dans la lutte contre cette attaque sans précédent contre le code du travail. La CFDT a déjà choisi le 1<sup>er</sup> mai de manifester seule. Elle marque ainsi un côté « droit dans ses bottes » sur la question de l'ANI. Ce que regrette Thierry Lepaon, nouveau secrétaire général de la CGT, qui aurait préféré, au-delà de la division que suscite la signature de cet accord, que le front syndical se rassemble.

120 000 personnes ont répondu présent mardi 9 avril à l'appel de la CGT, de Force Ouvrière, de la FSU et de Solidaires, dans toute la France. Malgré une pluie battante, plus de 30 000 manifestants ont battu le pavé parisien.

**Pas de majorité de gauche  
au sénat**

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et président du groupe au Sénat, en invitant à continuer le combat, salue « le travail des députés communistes et Front de gauche pour mettre à jour la nocivité de ce texte et ouvrir toutes les brèches possibles. Leur mobilisation a permis que dans le vote final, 19 députés de gauche votent contre le texte et 55 s'abstiennent. C'est donc 74 députés de gauche qui ont refusé de voter le texte de l'ANI. Cela signifie que le projet de loi adopté aujourd'hui à l'Assemblée nationale n'aura pas de majorité de gauche au Sénat. »

Un rassemblement est d'ailleurs prévu devant le Sénat mercredi 17 avril. ■

### ÉNERGIE : LE BONUS-MALUS RETOQUÉ

Le Conseil constitutionnel a censuré le bonus-malus énergétique inclus dans la loi Brottes sur l'énergie, car il est contraire au « principe d'égalité devant les charges publiques ». Le PCF, qui a combattu au Sénat ce texte jugé culpabilisant, « inefficace » et portant « une atteinte grave à la péréquation tarifaire », s'est félicité de cette décision.

### VENEZUELA : ON RECOMPTE

Nicolas Maduro, chef d'Etat par intérim, est arrivé en tête de l'élection présidentielle au Venezuela avec 50,66% des voix. Un résultat contesté par son principal rival, le conservateur Enrique Capriles, qui a demandé un recomptage des voix - accepté par M. Maduro.

### LA FRANCE ET SES ENFANTS

Selon l'UNICEF, la France se classe seulement 13<sup>e</sup> sur 29 pays riches en matière de bien-être de ses enfants selon cinq critères : bien-être matériel, éducation, comportements à risques, logement, environnement.

Décédée le 8 avril dernier, l'ancien Premier ministre britannique Margaret Thatcher est enterrée à Londres ce mercredi. Elle a longtemps symbolisé le déferlement du libéralisme sur l'Europe.

## « La sorcière est morte »

HOMMAGE OLIVIER CHARTRAIN

Depuis l'annonce, le 9 avril dernier, du décès de l'ancien Premier ministre britannique Margaret Thatcher, une vieille chanson caracole en tête des ventes dans tout le Royaume-Uni : « *Ding-dong, the witch is dead* » (« *Ding-dong, la sorcière est morte* »), un succès extrait de la comédie musicale *Le magicien d'Oz*. Cela en dit long sur le souvenir laissé aux Britanniques par celle qu'ils ont enduré comme Premier ministre pendant 11 ans et demi, de mai 1979 à novembre 1990.

Dès 1971, ministre de l'Education, elle supprime la distribution gratuite de lait aux enfants, ce qui lui vaut son premier surnom : « *Thatcher, milk snatcher* » (« *Thatcher, la voleuse de lait* »). Premier ministre en 1979, elle déploie un atlantisme militant et un antisoviétisme forcené. C'est ce dernier qui lui vaut le sobriquet de « Dame de fer », décerné par le journal de l'armée soviétique. Un surnom qui lui reste définitivement attaché à partir de 1981, quand elle laisse mourir en prison le député républicain irlandais Bobby Sands, après 66 jours de grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique.



L'hommage, ironique et amer, des murs nord-irlandais à Margaret Thatcher : « Dame de fer ? Rouille en paix ».

PHOTO AFP

« Dame de fer » elle demeure, face aux mineurs luttant contre la fermeture de leurs mines en 1984-85, face aux salariés des chemins de fer, des compagnies aériennes, de la sidérurgie... refusant les privatisations. En 1982, elle entre en guerre contre l'Argentine pour récupérer les Malouines, confettis du vieil empire britannique au

large de l'Amérique du Sud. Le conflit fait un millier de morts en trois semaines.

### L'amie de Pinochet

C'est sous son gouvernement qu'à partir de 1980, pour faire des économies, les industriels britanniques abaissent la température de chauffage des farines animales. Cela a pour effet, alors qu'à cette époque (contrairement à aujourd'hui) les cadavres d'animaux morts de maladie sont utilisés dans leur élaboration, de laisser s'y développer le prion responsable de l'encéphalite spongiforme bovine (ESB). Avec les conséquences que l'on n'a pas

oubliées... Facteur aggravant : sous son règne, les coupes sombres effectuées dans les rangs des fonctionnaires ont dramatiquement affaibli le contrôle vétérinaire. Outre l'ESB à partir de 1992, les épizooties de peste porcine (2000) et de fièvre aphteuse (2001) qui ont frappé la Grande-Bretagne à l'époque, entraînant l'abattage de millions d'animaux, en sont une des conséquences directes.

Elle revendiquait son amitié avec le dictateur chilien Pinochet et traitait Nelson Mandela de « terroriste ». Qui donc peut avoir envie de verser une larme sur un tel personnage ? ■

### BIO-EXPRESS

1925 : naissance à Grantham (Angleterre)

1950 : échec aux législatives

1970 : ministre de l'Education

1979 : Premier ministre

1990 : laisse sa place à John Major

## 6 Agenda

18 AVRIL

Drucat-Le-Plessiel (80)

### NON AUX 1000 VACHES

L'association Novissen organise une réunion publique jeudi 18 avril à 20 h à la salle polyvalente de Drucat-Le-Plessiel, en présence de ses avocats, pour faire le point sur dossier et l'avancement des procédures concernant le projet de ferme-usine sur les communes de Buigny-Saint-Maclou et Drucat-Le-Plessiel.

19 AVRIL

Paris (14<sup>ème</sup>)

### LA FERME DE MONTSOURIS

Il y a longtemps qu'elle n'est plus exploitée, la ferme de Montsouris. C'est le dernier vestige des fermes parisiennes. Mais, ses bâtiments, tout comme les carrières médiévales de Port-Mahon, sont l'objet depuis de nombreuses années de convoitises immobilières. Un café politique aura lieu vendredi 19 avril à 18h 30, 32 rue Saint-Yves dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Il sera animé par Thomas Dufresne, président du collectif de Port-Mahon et de la ferme de Montsouris qui souhaite la restauration des lieux dans un but social et culturel.

25 AVRIL

Frontignan (Hérault)

### LES VÉTÉRANS À TABLE

C'est au restaurant Le Clos Saint Martin à Frontignan que se donne rendez-vous les vétérans du parti communiste de l'Hérault le jeudi 25 avril à midi pour leur repas annuel avec animation musicale l'après-midi. Inscriptions auprès de la fédération au 04 67 47 97 00 (20 euros de participation).

5 MAI

Paris

### MARCHE POUR

### UNE 6<sup>ème</sup> RÉPUBLIQUE

La 6<sup>ème</sup> république a fait son temps. Contre la finance et l'austérité, pour une nouvelle constitution plus conforme aux aspirations populaires, le Front de gauche appelle à une grande manifestation à Paris le dimanche 5 mai.

## Chronique

LA TERRE  
du 16 au 22 avril 2013



André Chassaigne

## Ces biens de section... qu'on liquide !

L'Assemblée nationale examinait la semaine dernière une proposition de loi présentée par le sénateur cantalien PRG Jacques Mézard, adoptée par le Sénat, et soutenue par le Gouvernement, « visant à moderniser le régime des sections de commune ». Ce texte visait en réalité à remettre en cause l'existence des biens privés collectifs qui ont pourtant permis de maintenir une population sur de nombreux territoires ruraux et participé à la mise en valeur de terres agricoles et espaces forestiers.

**CES SECTIONS** de commune ont été cédées en des temps anciens à des communautés villageoises, tout simplement parce qu'on ne voulait pas que les serfs partent en ville pour « s'affranchir ». Les seigneurs avaient besoin de cette main-d'œuvre pour la maintenir sur place. Ils ont octroyés en jouissance des biens collectifs. Dès 1789, le législateur révolutionnaire a ensuite conforté et étendu la notion de biens appartenant à des fractions d'habitants. Aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, sans ces biens collectifs, dans des départements comme la Lozère, l'Aveyron, le Cantal, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, la désertification aurait été encore plus forte. Il n'était pas possible de vivre sur de petites exploitations sans ces revenus complémentaires.

En fait, le texte de loi qui nous était soumis a été construit et amendé avec la ferme volonté de pousser rapidement au transfert des biens de sections vers les communes. J'ai mené bataille en démontrant que cette forme de spoliation de la propriété privée était clairement orientée... parce qu'il s'agit d'une propriété collective. Une propriété privée, cela ne choque personne, mais qu'elle soit collective, mutualisée, gérée de façon participative, cela devient absolument insupportable à la pensée dominante. C'est cet enjeu de maintenir et développer des biens communs que défend l'Améri-

caine Elinos Ostrom, prix Nobel de l'Economie 2009, et que j'ai abordé dans mon ouvrage « Pour une Terre commune ».

**LE RAPPORTEUR** s'est acharné à les présenter comme un obstacle, source de problèmes et frein au développement des communes. Certes, les difficultés sont réelles dans certains territoires. Mais la plupart des biens de section sont pourtant gérés en bonne intelligence depuis des décennies, on pourrait même dire depuis des siècles. J'ai pu ainsi m'appuyer sur de nombreux exemples dans le secteur du Livradois-Forez, notamment dans le canton et la commune dont j'ai été l'élu pendant plus de 25 ans. Mais cette forme de propriété gêne. Elle gêne parce qu'elle est collective. Elle gêne parce qu'on ne peut pas admettre que des gens qui habitent en milieu rural, et qui connaissent des difficultés, puissent percevoir un revenu provenant de pâturages ou coupes d'arbres que leurs ancêtres ont plantés et entretenus. On admet que des actionnaires touchent des millions et des millions et suppriment des sites industriels rentables. Mais on est scandalisé quand une famille habitant en milieu rural touche 1 000 ou 1 500 euros tous les 5 ou 10 ans ! Derrière cette attaque contre des biens communs, c'est aussi le refus idéologique qu'il puisse y avoir des citoyens faisant vivre une démocratie directe.

**UNE AUTRE RAISON** est passée sous silence : l'asphyxie financière de nos communes et plus particulièrement de nos petites communes. Leurs dotations ont été gelées par la droite, elles le sont encore pour trois ans avec le gouvernement actuel. D'un côté, les maires sont pris à la gorge et s'échinent à chercher de l'argent, de l'autre survivent ces biens collectifs qui peuvent constituer des revenus supplémentaires. Bien évidemment, on n'ira pas chercher l'argent chez le gros propriétaire qui possède 150 hectares de forêts. Le respect de l'article XVII de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, sur le droit de propriété, est décidément à géométrie variable ! ■

## REPORTAGE P.7 ET 8

L'eusko a été lancé le 31 janvier. Cette monnaie locale qui circule au Pays Basque a été lancée afin de favoriser les circuits courts, valoriser la langue basque et aider les projets locaux.

## ENTRETIEN P.9

Philippe Derudder est consultant en économie et monnaies alternatives. Il a écrit plusieurs livres sur la question et aidé à la création de monnaies complémentaires.

## TOUR D'HORIZON P.10

Véritables pieds de nez aux banques jugées amoraless, les monnaies locales ont le vent en poupe. La première en France a été créée il y a quatre ans. Il en existe une trentaine aujourd'hui.

Lancé officiellement le 31 janvier, l'eusko fait de plus en plus d'adeptes au Pays Basque. Reportage à Bayonne sur les traces de cette monnaie locale.

# L'eusko, histoire de créer du lien

PAYS BASQUE ISABELLE PAUTY-LAGEYRE

Plus de 60 000 euskos en circulation. 1500 utilisateurs réguliers et 310 entreprises partenaires... l'eusko, lancé officiellement le 31 janvier, affiche une belle réussite. « Nous sommes très satisfaits, confie Dante Edme-Sanjurjo, membre du comité de pilotage d'Euskal Moneta, car nous enregistrons en moyenne entre 50 à 70 adhésions par semaine, aussi bien dans les bureaux de change que sur le net. Le bouche à oreille fonctionne très bien et les commerçants du réseau jouent vraiment le jeu, expliquant à leurs clients les principes de notre monnaie locale ».

Inspirée de plusieurs monnaies alternatives, notamment de l'Abeille et du Chiemgauer (cf. La Terre n° 3563), l'eusko (variante du mot basque) a été mis en place dans le but de favoriser les circuits courts, valoriser la langue basque et aider les projets locaux. Pour en bénéficier, rien de plus simple, il suffit d'adhérer à l'association\* et d'échanger ses euros en euskos dans l'un des bureaux de change du réseau. Aucun problème de calcul pour la conversion puisque la monnaie basque a été calquée sur la valeur de l'euro (1 euro = 1 euko). Seul bémol, payer de grosses sommes reste un peu contraignant puisque la monnaie ne se décline qu'en billets de 1, 2, 5, 10 et 20 euskos, comme le constate Jean-Michel Olaizola, directeur d'une jardinerie et bureau de change. « Depuis le début, nous constatons un véritable engouement pour cette monnaie car les gens n'hésitent pas à changer des sommes impor-



Les commerçants bénéficient du référencement qui leur permet de faire connaître leur activité.

tantes (jusqu'à 100 à 150 euros.) Par contre, ce mode de paiement n'est pas forcément très adapté à notre clientèle, habituée à régler par carte bleue. Nous attendons avec impatience la dématérialisation de cette monnaie, sous forme de paiement électronique, qui inciterait encore plus de personnes à s'en servir. »

### Une valeur refuge ?

Comment expliquer pourtant un tel attrait pour cette monnaie locale ? « Peut-être parce qu'en temps de crise, les consommateurs voient dans l'eusko une valeur refuge, au service de l'économie locale, confie Emma-

**L'EUSKO A ÉTÉ MIS EN PLACE DANS LE BUT DE FAVORISER LES CIRCUITS COURTS, VALORISER LA LANGUE BASQUE ET AIDER LES PROJETS LOCAUX.**

nuel Castagnet, animateur au sein de l'association Euskal Moneta. L'eusko ne sert pas à faire de la spéculation puisqu'il ne peut pas être déposé en banque, ni sortir du territoire. Son but est bien de circuler au sein du Pays Basque en incitant les gens à s'approvisionner localement, chez les commerçants et entreprises du réseau. » Maïtena, une

consommatrice citoyenne, a tout de suite adoptée la monnaie locale. « Depuis longtemps, dit-elle, j'essaye d'acheter directement chez les producteurs de ma région plutôt que dans les grandes surfaces, où l'on nous ■■■

■■■ vend des produits venant de l'autre bout de la planète. Je pense que l'eusko nous y incite davantage puisqu'il exclut toute grande surface ». A côté d'elle, Peïo rétorque : « cette monnaie va permettre également de maintenir un peu de vie en centre ville où les métiers de bouche disparaissent peu à peu, remplacés par des banques ou des magasins de vêtements. Elle va aussi créer du lien entre les commerçants qui utilisent la même monnaie. »

En effet, en plus d'être référencées dans un annuaire et de pouvoir échanger régulièrement entre elles, les entreprises du réseau sont de fait obligées de se serrer les coudes car celles-ci s'engagent à vendre au moins trois produits locaux ou à avoir trois fournisseurs locaux. Un défit pas toujours facile à relever dans certains secteurs. « Je suis esthéticienne à domicile et engagée dans le réseau depuis bientôt un mois, précise Cathy Arguain. Mais j'ai beaucoup de mal à trouver des fournisseurs locaux : je n'ai trouvé personne pour me vendre de la cire orientale dans le secteur. Par contre, je fais appel à une distillerie locale pour les huiles essentielles que j'utilise dans mes soins. » Justin Dubon, patron de bar, fait le même constat. « J'ai eu de vraies difficultés à dénicher des fournisseurs de bières et d'alcools qui acceptent d'être payés en euskos, mais à force de ténacité, j'y suis arrivé. »

### Gagner de nouveaux clients

Si l'adhésion impose quelques contraintes, les commerçants bénéficient du référencement qui leur permet de faire connaître leur activité, voire d'augmenter leur chiffre d'affaires,

notamment pour les enseignes qui sont aussi bureaux de change. « Originaire de Montauban, j'ai ouvert ce café à Bayonne il y a quatre ans, précise Justin Dubon. J'ai souhaité que mon établissement fasse partie des premiers bureaux de change afin d'apporter une qualité de service à mes clients et me donner la possibilité d'en toucher de nouveaux parmi les gens qui viennent échanger des billets. » « Le fait d'être bureau de change nous a permis de nous faire connaître auprès d'une population de citadins, vivant en appartement, qui ne serait sans doute jamais venu dans notre jardinerie », insiste Jean-Michel Olaizola.

**« CETTE MONNAIE VA AUSSI CRÉER DU LIEN ENTRE LES COMMERÇANTS QUI UTILISENT LA MÊME MONNAIE. »**  
PEÏO

L'eusko a aussi un côté exotique qui attire les touristes comme le souligne M. Arraintegia, poissonnier aux Halles de Bayonne. Ce dernier a échangé des euskos à de nombreux supporters d'équipes de rugby, venus affronter les joueurs de l'Aviron Bayonnais. Car tous ces commerçants se sont engagés à parler ou à apprendre le basque. Un petit cartel précise à l'intérieur du magasin le degré de pratique de la langue : niveau 1 (notion), niveau 2 (une personne au moins à une pratique courante), niveau 3 (bilingue). De même, entrepreneurs et commerçants pratiquent un double affichage franco-basque sur l'ensemble de leurs produits. Une autre façon de défendre leur territoire. ■

\*Adhésion de 5 à 20 euros pour les particuliers, de 10 à 100 euros pour une association, et de 60 à 240 euros pour les professionnels.

Euskal Moneta 20, rue des Cordeliers 64 100 Bayonne.  
Tél : 05 59 25 65 52. www.euskalmoneta.org

### HISTORIQUE NADÈGE DUBESSAY

Au Moyen Âge, on battait monnaie.

Le roi Salomon avait créé sa monnaie locale. De même pour les Chinois.

## Des pièces d'or au WIR

Si les monnaies locales fleurissent ici et là (plus de 4 000 communes dans le monde tentent l'expérience avec succès), elles ne sont pourtant pas nouvelles. Au Moyen Âge, elles étaient même courantes. Un évêque, un seigneur ou même une ville pouvaient alors « battre monnaie ». Vers 930 av JC, le roi Salomon lance une monnaie sous forme de pièce d'or à son effigie sur une face et avec la valeur de pièce sur l'autre face. Sa circulation était réduite au royaume. Vers 800, les Chinois ont lancé le premier papier monnaie de l'histoire, valable exclusive-

**LES MONNAIES LOCALES ONT PERMIS LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET UNE DIMINUTION DU CHÔMAGE.**

ment sur le territoire. Ces deux monnaies, en or ou en papier, signifiaient la même chose : le roi avait transformé toutes les richesses de son royaume dans un objet de sa propriété. Des milliers d'années plus tard, les Chinois faisaient de même. Leur monnaie, active sur un territoire immense, leur permettait de vivre dans une économie fermée et les voyageurs ou marchands qui venaient négocier en Chine devaient acheter de la monnaie locale.

### Une monnaie suisse depuis 1934

Plus récemment, à partir de la crise de 1929, les monnaies locales sont réapparues en Allemagne, en Autriche, et aussi en France, à Lignières-en-Berry. Elles ont permis la relance de l'économie locale et une diminution du chômage. Inquiètes de leur succès, les banques ont alors fait pression sur les États afin de les interdire. Toutes, sauf une. Le WIR. Depuis 1934, elle est la monnaie suisse locale échangée par 60 000 entreprises helvétiques pour payer fournisseurs, charges, soit près de 20% de l'économie du pays. Ici, en cas de crise, les entreprises échangent plus de WIR et sont moins affectées par les diminutions de crédits. ■

Payer de grosses sommes reste un peu contraignant puisque la monnaie ne se décline qu'en billets de 1, 2, 5, 10 et 20 euskos.



PHOTO DR

Pourquoi les monnaies locales suscitent-elles tant d'engouement ? Quels sont les enjeux ? Les pièges à éviter ? Entretien avec Philippe Derruder, consultant en économie et monnaies alternatives.

## « La monnaie doit être un outil de service »

ENTRETIEN NADÈGE DUBESSAY

**Vous avez aidé à la création de la première monnaie locale en France, l'Abeille, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). Quelle était la motivation de l'association Agir pour le vivant, à l'initiative du projet ?**

**PHILIPPE DERUDDER :** L'association avait lu l'un de mes livres, « Les aventuriers de l'abondance ». Ils ont été intéressés par cette idée d'une monnaie locale et ils ont fait appel à moi pour mener une conférence, puis des ateliers... Il aura fallu deux ans de réflexion pour se lancer dans la création de l'Abeille.

**Quelles ont été les difficultés ?**

La difficulté principale est de faire comprendre à la population et aux prestataires professionnels, aux commerçants, producteurs, l'intérêt d'une monnaie complémentaire. Ensuite, il faut la faire accepter.

**Comment y répondre ?**

Il faut créer un groupe fondateur, organiser des réunions publiques... Ensuite, le simple fait d'avoir une monnaie locale en circulation devient l'outil de communication privilégié. On voit des billets que l'on ne connaît pas circuler. Cela crée des liens. Aujourd'hui, à Villeneuve-sur-Lot, une centaine de commerçants, producteurs, prestataires de service utilisent l'Abeille.

**Il existe maintenant une trentaine de monnaies locales en France. Est-ce que les motivations sont partout les mêmes ?**

Oui, nous retrouvons toujours ce constat de départ : aujourd'hui, nos campagnes, nos petites villes subissent un vrai désert économique. Souvent, même s'il reste des commerces locaux, ils ne vendent que des produits qui viennent d'ailleurs. Donc il y a cette prise de conscience que si la mondialisation a permis de baisser les prix, elle a en

même temps baisser les revenus. Non seulement les promesses de la mondialisation ne se réalisent pas, mais en plus, elles génèrent des nuisances, tant sur le plan humain qu'écologique. Nous sommes en plein dans une crise monétaire et économique, la faim dans le monde perdure, beaucoup de personnes se trouvent marginalisées ou sans travail, les campagnes se vident, notre environnement écologique se fragilise... Face à cette situation, beaucoup souhaitent relocaliser l'économie.

**Vous dites qu'au-delà d'une relocalisation de l'économie, les monnaies locales représentent une vraie philosophie de vie, pourquoi ?**

Elles contribuent à ce poser la question essentielle : qu'est ce que la richesse ? Aujourd'hui, tout est monétisé et dans notre inconscient collectif, la richesse, c'est avoir beaucoup d'argent. Regardez une entreprise. Chaque fin d'année, elle doit présenter un bilan. On ne lui demandera pas ce qu'elle fait mais combien elle a gagné. Et ce sont uniquement les critères de rentabilité financière qui décident de la continuité d'une activité professionnelle ou pas, au détriment de l'utilité sociale de l'entreprise. Mais à quoi sert d'avoir de l'argent s'il n'y a plus de production ? Si rien n'est échangé ? Or, adhérer à un système de monnaie locale, c'est se positionner : qu'est ce que la monnaie, la richesse ? Que voulons-nous véritablement produire et échanger entre nous ? D'un coup, elle permet de façon très conviviale, très simple, mais en même temps très concrète de se réunir, de se demander comment nous voulons vivre ensemble sur notre territoire.

**Si ces monnaies se généralisent, ne risquent-elles pas de concurrencer l'euro ?**

Non, absolument pas. Même dans les expériences de monnaies locales bien implantées sur un territoire, le chiffre d'affaires réalisé reste toujours très marginal par rapport à



PHOTO DR

« LA MONNAIE EST UN OUTIL DE SERVICE, ET NON DE DOMINATION. »

PHILIPPE DERUDDER

l'euro. Il s'agit vraiment de se réapproprier cet outil qu'est la monnaie et d'avoir une influence sur ce que l'on veut produire et échanger. Nous voulons donner du sens à un outil qui a perdu tout son sens. Notre monnaie est complètement désincarnée. Plus de 90% des flux monétaires dans le monde sont absorbés par les bulles spéculatives dont on connaît les conséquences dramatiques. Nous avons un outil devenu fou, qui domine le monde. On entend bien la sérénade que l'on nous chante en permanence : la dette qu'il faut rembourser, les marchés financiers qui vont nous lâcher si on ne paie pas... Cette dictature des marchés financiers impose sa loi sur l'ensemble de la planète. Et bien, il faut s'en libérer. La monnaie est un outil de service, et non de domination.

**Quel est l'écho que vous recevez aujourd'hui ?**

Cela fait maintenant 15 ans que je parle de ces sujets. Au début, on me prenait pour un martien. Désormais, je suis sollicité un peu partout. Il existe un vrai désir de se lancer dans ce genre d'aventure. Mais attention au piège de l'effet de mode. Les collectivités veulent leur monnaie locale. Soit. Mais il faut savoir à quoi elle va servir, donner du sens à cette action. Si l'on reste sur ce mode de pensée ancré sur la croissance et sur la défense des intérêts du territoire d'un point de vue économique, on risque de dériver, comme l'a fait le système dominant. La monnaie locale ne doit pas uniquement représenter un outil économique, une roue de secours face à nos économies malades. ■

Plus une monnaie circule, plus elle crée de richesses. Véritables pieds de nez aux banques jugées amoraless, les monnaies locales ont le vent en poupe.

# Des monnaies locales, pour redonner un sens à l'argent

TOUR D'HORIZON NADÈGE DUBESSAY

Elle fait figure de pionnière en France. A Villeneuve-sur-Lot, l'association Agir pour le vivant lançait en janvier 2010 l'Abeille, la première monnaie locale. En trois ans, on a vu fleurir ici et là bien d'autres initiatives du genre, pour comptabiliser aujourd'hui une trentaine de monnaies locales. A Angers, on peut payer chez le commerçant du coin en Muse. En Ardèche, ce sera la Luciole. La Bogue à Aubenas, la Mesure à Romans, d'Aubenas ou de Toulouse, peuvent acheter du poisson, aller chez le coiffeur ou chez le cordonnier et payer en monnaie locale auprès des commerçants participants au réseau. Le principe est simple : la monnaie reste dans la localité, profite à la communauté et renforce les liens entre citoyens et entreprises.

elle perd 2% de sa valeur tous les six mois si elle n'est pas utilisée, ce qui rend la spéculation impossible, permet l'accélération des échanges et une plus grande création de richesses au niveau local. Les habitants de Villeneuve-sur-Lot, comme ceux de Romans, d'Aubenas ou de Toulouse, peuvent acheter du poisson, aller chez le coiffeur ou chez le cordonnier et payer en monnaie locale auprès des commerçants participants au réseau. Le principe est simple : la monnaie reste dans la localité, profite à la communauté et renforce les liens entre citoyens et entreprises.

## Un autre type d'économie

Qu'on ne s'y trompe pas. L'objectif des monnaies locales n'est pas de concurrencer l'euro. Elles se limitent à un territoire précis. Elles cherchent juste à relocaliser l'économie en favorisant la consommation locale, en soutenant les petits commerçants et donc les circuits courts face aux hypermarchés

et en soutenant une autre forme d'économie, plus respectueuse des hommes et de la nature.

**L'INTÉRÊT N'EST PAS FORCÉMENT PÉCUNIAIRE, MAIS RÉSIDE PLUTÔT DANS LA PROMOTION DE VALEURS DIFFÉRENTES.**

« *Le Sol est d'abord un projet démocratique, un outil d'éducation populaire qui vise à inciter les gens à se réapproprier leur argent, en leur faisant comprendre que la monnaie est un objet politique* », expliquait en mars 2012 à Télérama Frédéric Bosqué, à l'origine de la monnaie locale toulousaine. Car ces créations se font la plupart du

temps à l'initiative de citoyens, tous engagés dans une démarche alternative pour redonner sur le territoire l'humanité et le sens que la monnaie conventionnelle n'incarne plus depuis bien longtemps. Mais la création d'une monnaie locale ne coule pas de source. L'un des écueils possible, c'est de s'adresser à des personnes déjà sensibilisées. Il faut donc convaincre, car l'intérêt n'est pas forcément pécuniaire, mais réside plutôt dans la promotion de valeurs différentes. Malgré tout, les initiatives ne cessent de progresser. Et les collectivités s'y intéressent de plus en plus.

## Des collectivités territoriales de plus en plus séduites

Le conseil général d'Ille-et-Vilaine vient ainsi tout juste de créer sa monnaie solidaire, le galléco. « *Au lieu d'acheter des produits chinois, le consommateur pourra se servir chez des fournisseurs locaux agréés* », a expliqué Jean-Louis Tourenne, président du conseil général. Grande nouveauté ici, le département pourrait verser une partie des allocations sociales sous forme de gallécos afin de favoriser l'intégration des allocations dans le tissu économique local. L'agglomération de Nantes, avec ses 600 000 habitants, s'appête elle aussi à lancer sa monnaie au second semestre 2013. Au conseil régional de PACA, on dit étudier le concept... ■

L'objectif des monnaies locales n'est pas de concurrencer l'euro.



PHOTO DR